

Le chemin de l'eau à Cayes-Jacmel Vers l'accès à l'eau potable pour tous!



Dans le lit de la rivière Boukan Jan Bèt des tonnes de sables et de terres mélangées à des pierres parcourent plusieurs kilomètres et se déversent dans la mer des Antilles qui baigne la côte emportant le sol agricole. Environ 230 ravines et ravins sont dénombrés dans la section communale. 65% de la population est à risque. Le séisme de 2010 a fait augmenter le flux migratoire. Et, l'accès à l'eau potable demeure tout aussi difficile. 80% des familles consomment de l'eau non-purifiée ou ayant une provenance non-certifiée.

Ravine Normande est une section communale de la commune des Cayes-Jacmel. D'une superficie de 16.47 km², sa partie rurale occupe plus de 96%. Selon l'IHSI, le taux de la population rurale représente 85% de la population totale qui est estimée à 11.282 habitants (2012). Cette population se répartit de manière non-uniforme. Dans la zone urbaine, elle est dense et s'étend en longueur dans la

direction Ouest-Est vers la République Dominicaine. Une autre partie réside dans des amas de maisonnettes ou dans de petits agglomérats directement intégrés dans l'espace rural. Cette population est souvent composée de proches, de parents ou de connaissances que le temps et l'évolution des structures familiales ont distinguées. Elle compte pour le quart de la population de Ravine Normande. Enfin, beaucoup de familles et de particuliers sont plus ou moins distancés. Ils sont dans les endroits les plus reculés et constituent dans l'ensemble un témoignage vivant de ce qui reste de la tradition paysanne. Cette partie de la population constitue à elle seule plus des 2/3 de la population dans la section. Trois principales caractéristiques déterminent le mode de vie précaire des familles : la paupérisation financière, le manque de productivité agricole et le faible niveau d'éducation.

Toutefois et parce qu'elle est transversale, la problématique de l'eau affecte l'ensemble de l'économie locale et le mode de vie de la population.

Aussi, nous tentons de venir en aide à la population en accompagnant les instances étatiques dans l'application des politiques publiques à travers une triple approche :

- Sensibilisation et formation
- Construction, infrastructure et installation physique
- Capacitation structurelle et institutionnelle

L'élaboration de ce projet titré : **EAU POUR LA VIE : assurer le droit à une eau de qualité de la population rurale des Cayes-Jacmel** donne la voie afin de rendre possible l'accès à l'eau potable pour tous dans la section communale.

Bulletin d'information no. 1

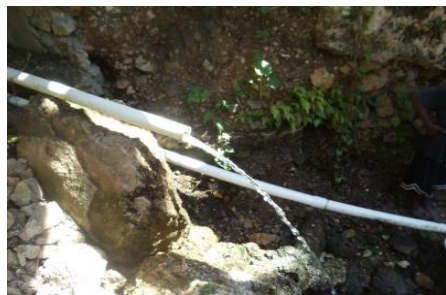
Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

Dans cette perspective, les acteurs se mettent ensemble pour agir. La résolution du problème de l'accès à l'eau potable constitue la première priorité pour la collectivité. Le projet va doter la Mairie des Cayes-Jacmel d'une feuille de route¹ intégrée aux mécanismes de gestion des ressources naturelles et de la revitalisation de l'environnement. En effet, le 24 Avril 2013, la DINEPA a facilité un atelier de travail dans le but de définir le rôle technique que peuvent jouer la Mairie et l'administration communale dans la préservation et l'économie des ressources hydriques. A la fin de l'atelier, un document incitatif dit « feuille de route sur la participation de l'administration communale dans la gestion de l'eau » est conçu.

L'eau comme enjeu géo-sanitaire

L'eau est une denrée indispensable. Contrairement à d'autres besoins, la consommation courante en eau demeure incontournable et inévitable. Chaque famille, chaque femme, chaque homme, chaque enfant nécessite régulièrement une certaine quantité. Ravine Normande possède une dizaine de sources d'eau dont la plupart fait un débit qui avoisine les 15 litres par seconde durant les saisons pluvieuses. L'eau est utilisée dans la cuisson des aliments, la lessive familiale, le bain quotidien, l'arrosage des cultures, le nettoyage de la maison et, plus encore, pour étancher sa soif et se maintenir en



bonne santé. Pourtant, malgré une topographie hydrique favorable, le volume d'eau dans les sources ne cesse de diminuer au cours des vingt dernières années. La population dans certaines zones doit parcourir des dizaines de mètres et voire même des kilomètres à la recherche du précieux liquide ; moins de 50% arrivent à se ravitailler. Des familles descendent jusque vers Jacmel dans la localité de Cyvadier. Autant dire que l'accès à l'eau « potable » sonne comme une urgence!

Mais la dégradation des ressources environnementales est aussi le fait de comportements humains. Le déboisement, la pollution aux matières plastiques, les excréments et les latrines près des rivières, des cours d'eau et des sources peuvent être cités en exemple. Ces phénomènes ont des conséquences néfastes sur la santé et le bien-être collectif de la population.

Sensibilisation communautaires

Une campagne de sensibilisation communautaire sur l'hygiène, la gestion des risques et désastres, les changements climatiques a fait la promotion d'un mode de vie garant du respect de l'éco-système local et favorisant de meilleures conditions de vie.



60 sessions de sensibilisation communautaire sont organisées respectivement à Bossier, à Raymond et à Gros Banane, trois localités de la section communale de Ravine Normande. 12 sessions sont consacrées aux changements climatiques et à la gestion des risques et désastres. Les 48 autres sessions se sont déroulées sous les thèmes de l'hygiène et de l'eau. Des volontaires

Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

ont été mobilisés. Formés en tant que promoteurs, 12 agents de sensibilisation vivant dans les trois localités ont organisé des plaidoiries sur des sujets pertinents qui découlent des problématiques locales. Les débats ont réuni des populations de tout âge et des deux sexes. Les discussions ont été très dynamiques. Un public hétérogène venant des diverses catégories sociales et économiques a donné de la vivacité et de l'orientation dans les sujets. Quelque quatre mille cinq cent (4.500) personnes ont participé aux activités de sensibilisation communautaire. Des interventions sont également faites dans les marchés, les églises et les centres socio-culturels. La collaboration des leaders et des notables² a été déterminante. Les familles sont informées des précautions à prendre, des attitudes qu'il faut adopter et des engagements vers une société équilibrée et sécurisée. Des dizaines d'affiches, des dépliants et des supports audio sont distribués à la population, aux organisations de base et à la Mairie afin qu'ils puissent continuer à sensibiliser en abordant les sujets de la vie locale qui affectent l'ensemble de la société.

Considérations sur le genre

Les personnes de sexe féminin représentent 47,5% des participants aux sessions de sensibilisation communautaire. Ce pourcentage est inférieur à la population de femme dans la section communale. Les femmes jouent des rôles secondaires dans la société. Elles sont assimilées aux tâches domestiques, à l'éducation des enfants

² Les leaders et les notables sont le plus souvent des membres actifs ou des leaders dans les organisations de base. Voici une liste des OGBs qui ont participé aux activités de sensibilisation : Solidarité Cayemlaise, Aksyon Zanmi pou Devlopman Lokal : AZADESOL, Mouvman pou Avansman Bosye : MAB, Òganizasyon Tèt Kole Toulme : OPTKT, Association des Jeunes pour le Développement de Bossier : AJDB, Fanm Konbatan Letan, Asosyasyon Jenès Pou Devlopman Ravinòman : AJPR, Asosyasyon Peyizan Devlopman Ravinòman : APDRAN, Association des Paysans de Ravine Normande : APR.

et à des activités de commerce de peu de valeur. Elles secondent souvent les hommes mais ne prennent pas de décisions. Le manque d'éducation et le chômage plus marquée des femmes est à la base de cette situation. Les hommes orchestrent le leadership local. Ils sont près de 53% à participer dans les sessions de sensibilisation communautaire malgré une demande expresse des acteurs de privilégier une approche qui favorise plus de participation féminine. C'est cette triste réalité que révèle une enquête que nous avons effectuée auprès des promoteurs et des participants dans les sessions de sensibilisation communautaire au cours du mois de Novembre(2013) sur l'équité de genre et la promotion de la participation des femmes dans le cadre de ce projet. 87.5% des personnes questionnées ont répondu que les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans la section communale. Toutefois 90% d'entre elles pensent qu'un certain nombre de déterminisme empêchent une véritable émancipation des femmes dans la société. Nous avons identifié quatre ordres de stéréotypes à partir des réponses qui ont été données : la vision traditionnelle de la femme qui est perçue comme étant au service de son mari, la vision religieuse de la femme inférieure à l'homme, le refoulement historique sur les plans éducative et professionnelle et, le favoritisme social qui octroie plus de latitude, plus de flexibilité et plus d'horizon à l'homme. D'autre part, parmi les douze agents promoteurs, le pourcentage de femme représente une proportion



Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

équivalente à 42%. Encore une preuve que l'intégration des femmes dans la sphère du leadership local s'avère un processus graduel et même lent. En ce sens, les activités de sensibilisation ont eu un effet catalyseur. Les femmes se sentent concerner et demandent à occuper des postes décisionnels. Une plaidoirie pour une nouvelle société naît au fur et à mesure. 60% de la population de Ravine Normande se dit favorable à l'intégration des femmes dans tous les aspects de développement de la vie de la communauté. Ce processus passe évidemment par l'éducation et la professionnalisation. Une succession de transformations sont nécessaires sur les plans culturels et historiques. Les parents doivent changer de discours et ne plus différencier les filles et les garçons selon leur sexe mais en fonction de ce qu'ils peuvent faire ou ne pas faire. L'école doit agir aussi et inculquer une autre idéologie aux enfants. Un régime fondé sur le respect et la méritocratie doit éclore petit à petit sans distinction quelconque de genre.

La population acquiert également une meilleure compréhension des thèmes de l'eau et de l'assainissement. Les activités de sensibilisation ont incarné des informations salutaires chez les gens. Dans l'enquête sur les sensibilisations communautaires, 70% des personnes questionnées ont donné une définition acceptable de l'eau la qualifiant de matière essentielle à la vie. 90% ont établi une relation indissociable entre l'eau, l'hygiène et l'environnement. Plus difficile est de transformer les habitudes comme notre première analyse l'a montré au début. Seulement 50% des personnes questionnées estiment qu'il a eu des changements perceptibles dans les comportements au cours de la période qui a suivi les sensibilisations. Les souvenirs peuvent s'effriter avec le temps. La continuité est la condition de la réussite à long terme des activités réalisées. Il faut un mécanisme qui puisse institutionnaliser les produits obtenus. Les rencontres communautaires

sont les moyens les plus courants utilisés dans la section communale pour discuter des problèmes et envisager des solutions collectives. Ce projet entrevoit de pérenniser dans le temps les sensibilisations notamment à travers la création du Comité d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement CAEPA³.

Sensibilisation dans les écoles

Dix(10) écoles ont aussi été sélectionnées pour des activités de sensibilisation. Elles sont choisies à part égale dans les trois communautés du projet exception faite pour Raymond en raison de la forte concentration d'écoles dans cette localité. La répartition des écoles par communauté est la suivante : Bossier : 3 ; Gros Banane : 3 et Raymond : 4. La majorité des écoles ont seulement le premier et le deuxième cycle fondamental. Une seule école a le troisième cycle fondamental. L'effectif moyen dans les écoles est de 175 élèves par école. 65% des élèves sont de sexe masculin. Les sensibilisations ont commencé avec les classes débutantes c'est-à-dire la première année et vont jusqu'à la neuvième année



³ Le CAEPA est prévu dans l'organigramme de la DINEPA. Il est formé des représentants des organisations de base, des leaders et des notables. Sa mission est d'assurer dans une conjonction inter-acteur la gestion des ressources hydriques afin qu'elles servent au mieux la population.

1

Les membres du CAEPA sont formés et élus grâce des élections démocratiquement organisées.

Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

fondamentale. Les enfants qui ont bénéficié ont de 5-17 ans. Toutes les écoles choisies fonctionnent le matin sauf une seule. Au total, douze sessions d'activité ont été réalisées.

Une méthodologie a défini le contenu de chaque session de sensibilisation. D'abord, de concert avec le directeur de l'établissement scolaire et les enseignants dans les différentes classes le moment et le titre de l'activité sont précisés pour chaque classe. Pour chaque école un agenda est indiqué. Une énumération détaille les parties de l'activité à réaliser, la pédagogie et l'apprentissage ainsi que la forme de participation des enfants. Les activités sont illustrées incluant des métaphores légères afin de rendre l'information la plus concrète que possible. Deux équipes participent à l'exécution d'une session d'activité : une équipe technique composée d'une infirmière et des représentants de MIPROS et, une équipe de volontaires constituée de l'enseignant, d'un groupe de deux à cinq élèves et de délégués institutionnels provenant des autres organisations acteurs qui implémentent conjointement le projet à savoir la Mairie des Cayes-Jacmel et la Dinépa. En fonction de la classe, une session d'activité dure entre trente minutes et deux heures de temps. Des jeux, des animations, des démonstrations palpables, des exposés et des tours de question-réponse permettent de pénétrer des sujets qui intègrent la vie de tous les jours de l'enfant comme la propreté corporelle, la lessive à la maison, le traitement et l'utilisation de l'eau,



l'hygiène de l'habitat et l'assainissement, le nettoyage des latrines et les maladies et affections causées par l'eau, etc.

Dans un sondage d'opinion auprès des élèves dans deux écoles fondamentales de Raymond, 80% des filles pensent que l'hygiène corporelle est plus importante que l'hygiène de l'habitat et l'assainissement. Toutefois, elles sont 100% à affirmer que sans une eau saine, les risques de contracter un microbe ou un virus sont permanents. Les mêmes questions ont été posées aux garçons à savoir : Pour avoir une bonne santé qu'est-ce qui est la plus importante : (1) l'hygiène corporelle, (2) l'hygiène de l'habitat ou (3) l'assainissement? Les garçons sont divisés sur les réponses. 45% optent pour l'hygiène corporelle. 45% pour l'hygiène de l'habitat. Et 10% oscillent autour de l'indécision et de l'assainissement. Alors que pour 95% d'entre eux l'eau est la clé pour rester en vie et en bonne santé. La connaissance des enfants s'est améliorée. Selon l'équipe de pilotage des activités de sensibilisation, au commencement beaucoup d'enfants avaient du mal à saisir le sens de certains termes et expressions. Nous avons pris le temps de bien leur expliquer le sens des termes et leurs portées pratiques. Les enfants démontrent qu'ils ont assimilé des informations. Ils ont interagi avec plus ou moins d'aisance aux questions posées lors du sondage.

Plan de Gestion des Ressources en Eau du bassin de Boukan Janbèt (PGRE)

C'est un document technique qui traite des mécanismes géologiques et environnementaux dans la section communale de Ravine Normande. C'est un outil méthodologique important pour la Mairie des Cayes-Jacmel et la Dinépa. Il met en contexte la



Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

problématique de l'eau. L'élaboration de cette recherche a duré trois mois de Juin à Août 2013. Elle fait un état des lieux sur la situation générale dans la section à partir des secteurs d'activité et les considérations sur l'économie des ressources naturelles disponibles.

Le PGRE fournit une radiographie de première main des besoins urgents de la population en matière des services de base. Elle reprend la problématique de l'accès à l'eau potable en proposant des pistes de solution concrète adaptée à la réalité de vie de la population locale. Cette recherche sert de cadre d'orientation pour l'implémentation du captage, de la trajectoire du système et du placement des kiosques. Elle intègre également l'aspect environnemental et communautaire. Le développement d'aires de protection fait partie d'une démarche publique de régénération des ressources locales. Les organisations de base ont la mission de porter cette dynamique émancipatrice.

Ceci dit l'eau n'est pas uniquement une ressource qu'il convient de distribuer à chacun; elle est un point focal dont il faut cerner les différentes facettes. L'épuisement de cette ressource occasionnerait automatiquement une crise déchirante dans la société cayemelaise. La vie des espèces animales et végétales est conditionnée par sa présence et sa disponibilité. C'est la trame du développement durable. La poutre principale. Le Plan de Gestion élucide l'étude technique réalisée en 2011 lors de l'élaboration du projet. Cet instrument



important devrait octroyer à la Mairie une plus large capacité d'intervention et des micro-plans d'action à la fin des opérations.

MIPROS a encadré les consultants qui ont travaillé à l'élaboration du PGRE. Le délai a été respecté pour la soumission du document et des produits. Les ministères de la Santé Publique et de la Population, de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural et, de l'Environnement sont concernés au premier chef. Le PGRE prend en compte les lois cadres et les politiques qui régissent le secteur de l'environnement. Il est indiscutable que la Mairie des Cayes-Jacmel et les acteurs locaux soient dotés de cet instrument technique. L'apport de cette étude a donc un double impact. D'abord, par sa qualité à rendre opérante les activités prévues. Le PGRE affine les voies d'exécution pour les travaux entamés sur le projet. Puis, au niveau institutionnel il met en place un système de participation communautaire fondé sur des modèles révélés incluant les principaux acteurs intervenant dans la section communale. Les modèles de micro-retenues des sols et des berges, de micro-bassins et micro-reforestations sont donnés en exemple.

Construction du système d'adduction en eau potable de Gros Banane

L'étape qui a démarré cette activité est le processus de recrutement de la firme de construction. L'appel d'offre est lancé conformément aux principes d'administration et des termes de référence qui émettent les lignes directrices, des objectifs et résultats poursuivis sur le projet dans le cadre de cette intervention.



Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

Une dizaine de firmes ont répondu tant Jacmel qu'à Port-au-Prince. L'appel d'offre a également été publié dans le quotidien haïtien Le Nouvelliste. Les propositions des firmes ont respecté la procédure tracée par le contractant MIPROS et la DINEPA, chargée du contrôle des opérations en la matière. Les firmes se sont faites inscrire dans un premier temps. Ensuite, elles ont retiré le formulaire et les documents ci-avec en passant directement aux bureaux de l'annexe de MIPROS à Jacmel ou par voie électronique en faisant expressément la demande.

Au début du mois d'Octobre (2013), les plis qui contiennent les propositions soumises par les firmes postulantes ont été ouverts en leur présence. DINEPA, la Mairie des Cayes-Jacmel et l'association Solidarité Cayemelaise ont participé à cette démarche qui témoigne de la transparence des processus engagés. Enfin, cette étape clôturée par la sélection de la firme ADECO S.A. Tous les acteurs impliqués dans l'évaluation des propositions ont donné une note favorable pour le choix de ADECO S.A. En outre, dans la dynamique du recrutement, les firmes ont eu la possibilité de se rendre sur le terrain afin de mieux imprégner les divers aspects du travail à réaliser : social, économique, environnemental, ... Cette visite a été faite à la date du 14 Octobre 2013. La DINEPA a facilité cette sous-activité en donnant toutes les orientations nécessaires aux firmes présentes qui sont : MPCC S.A., ADECO S.A., GI, GME Construction, Metric Ingénierie, BSEC construction et CA Construction.

Le volet suivant procède de la signature des contrats vers la fin du mois d'octobre et du début des travaux pour la construction du système. La firme installe sa base dans la section communale. L'entreposage des matériels a été progressif. Les outils

lourds ont été spécialement pris en charge. Un ingénieur et un contre-maître ingénieur s'activent dans les mises en œuvre. MIPROS, Cives-Mundi, Mairie des Cayes-Jacmel et DINEPA organisent le terrain et créent les conditions pour les travaux en soutenant la firme dans son agenda et ses méthodes de travail et, en lui rapprochant le plus que possible de la communauté de manière à l'inciter à participer activement et volontairement dans les travaux au niveau des différents chantiers. Cette approche horizontale ouvre la communication entre les acteurs et la population locale et raffermi les liens qui se construisent. Sur l'insistance des autochtones, particulièrement des aînés et pour rester dans la tradition et des lègues des aïeux, une cérémonie vodou a été organisée afin d'invoquer l'esprit de l'eau qui garde la source Chat Fo à Kay LEGRAND. Cette cérémonie a permis de recevoir le passage afin de commencer avec les travaux prévus au niveau de la source proprement dite.

Les premières fouilles sont entamées dans l'aire de la source. Mais la morphologie et la géologie du sol ont retardé quelques peu les échéances. Les cassures, les glissements de terrain et les



Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

éboulements réguliers dans la montagne font jaillir de grosses pierres qui bloquent le périmètre des travaux. Pendant plusieurs jours, les ouvriers ont dû découper et tailler les pierres nuisibles et, par la suite, casser celles qui empêchent le rafraîchissement des lisières pour rétablir le périmètre des travaux et des fouilles. Tous ces travaux sont faits à la force des bras. Le site est inaccessible avec les machines. La raideur des pentes décourage toute entreprise visant l'installation des infrastructures d'ingénierie mécanique. Parallèlement des communications directes sont lancées avec la population pour une reconnaissance des propriétaires qui sont dans la zone. Les représentants des organisations de base, les leaders et les notables dans les communautés du projet sont invités à fournir une collaboration étroite pour la réussite des activités. Les propriétaires des terrains qui seront utilisés sont contactés et un protocole d'accord est signé entre le Propriétaire et la Mairie des Cayes-Jacmel pour une durée de 10 ans. Huit kiosques sont également construits le long de la trajectoire du système de Gros Banane jusqu'à hauteur de Carrefour Raymond.

Le protocole d'accord se veut un partenariat durable capable de déboucher sur une dynamique économique rentable aux familles. Ainsi, le développement d'une coopération fructueuse à moyen terme permettra de pérenniser les travaux au maximum. Les travaux de construction créent aussi des emplois. Chaque quinzaine entre 10 et 15 ouvriers-ères sont engagés sur les chantiers au



niveau de la boîte de captage, du chantier pour la construction du réservoir et dans les kiosques.

La Firma reçoit l'appui du CASEC qui contribue au rapprochement avec les communautés bénéficiaires et pour le recrutement des journaliers.

Conservation de sol, reboisement et reforestation

Trois grandes surfaces d'activité sont définies. Pendant 28 jours de travail, une équipe de 15 brigadiers a été mobilisée sur près d'une quinzaine de sites répartis dans les trois communautés de Gros Banane, de Bossier et de Raymond. Des travaux de construction de murs secs et de reboisement sont réalisés. Les premiers travaux ont démarré dans l'aire de la source à Chatte Fo. Le rythme de travail a été progressif. Timide au départ pourtant, l'équipe de brigadier s'est motivée en prenant goût à cette forme de participation communautaire. Les gens se sentent utiles et acquièrent l'estime de contribuer réellement à l'avancement de la section communale.

Un technicien agro-forestier accompagne les brigadiers sur le terrain. Cives-Mundi a fait venir une ingénieure de la forêt afin de



Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

permettre une compréhension plus élargie de la double problématique hydrique et forestière. Un staff de bénévoles a également participé aux travaux. Ces professionnels du social collaborent avec MIPROS. Ils offrent leurs expériences à la réussite des activités. Une moyenne de six cent plantules est mise en terre pour chaque jour de travail.

D'autre part, des considérations géo-physiques sont faites afin de mieux suivre la trajectoire des cours d'eau qui viennent des sous-bassins versants en amont de la source. A plusieurs endroits, le choix a été fixé directement parce que le périmètre se trouve dans un sous-plan érosif. Pour protéger au maximum le captage, les sites ont été identifiés de la manière suivante : le site central de la source qui comprend des zones qui sont situées dans un rayon de cent cinquante mètres autour du point d'éjection de la source. Ainsi, l'usure du sol est prévenue et les dangers de dommages souterrains mieux contrôlés. Puis, deux autres sites sont révélés dans les directions Nord-Nord'Est et Nord-Nord'Ouest à partir de la mer des Antilles. Ces derniers permettent de contenir l'ensemble des débordements des sous-bassins versants, les éboulements, les glissements et effondrements de terrain et, la perte des éléments minéraux dans le sol profond. De plus, les travaux de reboisement/reforestation



sont soutenus par des mesures de sécurité et par des mécanismes de régénération des sols. C'est ce que nous nommons travaux mécano-physiques. Ils ont pour but de réparer les phénomènes majeurs qui appauvrissent les terres et qui atténuent le cycle naturel de renouvellement des ressources. Deux types de travaux mécano-physiques sont réalisés : les murs secs construits avec des pierres amassées dans la même localité et des barrages naturels faits de bambous montés à l'instar de remparts pour niveler les sols qui se déplacent. Ils sont surtout un système de réparation artificielle conçu à partir des matières naturelles et de récupération. Des piquets de fixation et des fils de fer sont utilisés pour solidifier ces structures dans le sol. Au niveau de la surface de la source, les plantules de bambous sont également prioritaires en raison de leurs capacités de croissance sylvestre et pour leurs racines ramifiées qui maintiennent le sol en position.

30 murs secs, 12 seuils et cinq barrières mécano-biologiques ont été construits pendant la première période des travaux. Plus de dix mille plantules : bambous, acacias, manguiers, citronniers, frênes, chênes, avocatiers et capables. Quelques 11 hectares de terre et près de 400 mètres linéaires de travaux ont été réalisés. Les plantules sont arrosées pendant toute la durée des travaux. Toutes les terres utilisées sont des propriétés privées. Un protocole d'accord valable et renouvelable tous les dix ans est signé avec chaque propriétaire pour lequel sa propriété est utilisée. La Mairie des Cayes-Jacmel se charge de ces processus et des suivis qu'il implique.

Le deuxième trimestre s'achève avec succès. Les acteurs continuent de se mobiliser pour faire de cette action un modèle d'intervention durable pour le futur.

Bulletin d'information no. 1

Projet 12-PR1-0167

Section communale de Ravine Normande; département du Sud'Est, Haïti

Les autorités locales sont engagées dans cette quête extraordinaire vers le développement effectif de la commune.

